



Le présent est fait de lutte; l'avenir nous appartient

Che Guevara

MERCOSUR, CETA, TAFTA : des traités commerciaux qui détruisent l'Humain, sa santé, son environnement :

Imaginez un accord international de libre échange négocié dans l'opacité la plus totale par l'Union Européenne depuis 1999, dont vous n'auriez quasiment jamais entendu parler.

Imaginez que cet accord influencerait les règles qui légifèrent votre système d'alimentation telles que l'utilisation de pesticides ou d'OGM, sans aucun contrôle démocratique, et qu'il aurait des répercussions considérables sur vos droits, l'agriculture, l'environnement et votre alimentation.

Imaginez qu'il mette à mal le principe de précaution pourtant inscrit dans les traités européens et censé garantir la protection de votre santé.

N'oubliez plus, il existe. Négocié avec quatre pays d'Amérique du Sud, (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) il est connu sous le nom de l'accord « MERCOSUR ».

Les négociations de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne sont presque finalisées.

Les promesses d'Emmanuel Macron lors des débats sur le CETA n'y changent rien : l'Union Européenne négocie à tour de bras et en toute opacité d'autres accords de libre-échange qui présentent les mêmes dangers. L'accord avec le MERCOSUR pourrait être conclu très bientôt.

L'Union européenne doit revoir sa politique commerciale, et arrêter les négociations avec le MERCOSUR ainsi que tous ceux menaçant les droits sociaux, l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Les accords de commerce doivent favoriser l'intérêt général, et non l'intérêt particulier des grandes multinationales.

Dans l'intérêt des populations, une réflexion doit également impérativement être engagée sur l'utilité réelle et les objectifs d'une telle Union Européenne.

#####

La traite des retraites.

La CSG (Cotisation sociale généralisée) mise en application en 1991 était initialement destinée au financement de la protection sociale suite à la dette de la Sécurité sociale, au financement des retraites et des prestations familiales. Elle ne devait durer que 5 ans.

Elle existe toujours, et depuis janvier 2018, son taux, passé de 6,6 à 8,3 %, a progressé de 25,75 % !

Fonction du revenu fiscal de référence du foyer et non du montant de la retraite, cette augmentation impacte considérablement le pouvoir d'achat des retraités qui, pour beaucoup d'entre eux, subissent également la baisse de l'Allocation Pour le Logement.

Pour une personne seule percevant 1 440 euros de pension mensuelle, cette augmentation représente une perte de revenus de 27 euros par mois, soit 324 euros par an. Pour un couple percevant 600E pour l'un et 1900 E pour l'autre, c'est une perte de 50E/mois, soit 600E/an : 6 semaines de courses alimentaires !

Avec cette mesure, Macron prétend redonner du pouvoir d'achat aux salariés et créer de l'emploi en diminuant les cotisations sociales.



C'est ainsi que diminuent les ressources de la Sécurité Sociale, mise à mal et progressivement remplacée par des complémentaires santé privées à but très lucratif !

Le gouvernement compte faire avaler cette pilule en proposant la suppression étalée de la taxe d'habitation, qui soutient le financement des collectivités locales. Ces collectivités territoriales, dont le budget sera amputé, devront soit diminuer leurs services aux administrés, soit créer un nouvel impôt, ou continuer le transfert de compétences vers des structures intercommunautaires aux tailles inhumaines, déconnectées des besoins réels des Citoyens.

Cet effort demandé aux retraités est d'autant plus injuste qu'il fait suite au gel des pensions en 2018.

En digne président des riches, Emmanuel Macron continue à presser comme des citrons les classes les plus vulnérables, comme les retraités qui soutiennent déjà pour la plupart leurs enfants en situation précaire.

Les sommes dégagées par l'augmentation de la CSG, estimées à 22,6 milliards d'euros sont dérisoires en comparaison des profits records réalisés par les grandes entreprises en France en 2017 (100 milliards d'euros) ou au montant de l'évasion fiscale (80 milliards). La dette de l'État n'est pas le fait des retraités mais le résultat d'une politique au profit des plus riches et des choix en matière d'armement.

Il est donc indispensable que le Peuple ait un droit de regard sur l'utilisation de l'argent public, qui ne doit pas servir au remboursement de la dette de l'État tout en dépossédant les Français des services publics de proximité.

Cherchons l'argent où il est : rétablissons l'ISF, taxons les grandes entreprises, luttons efficacement contre l'évasion fiscale. D'autres solutions existent que la sempiternelle exploitation des classes les moins aisées et les moins aptes à se défendre.

Les victimes du capitalisme triomphant.

De nombreux salariés du privé subissent déjà les conséquences d'une politique de management dictée par la rentabilité.

L'augmentation de la charge de travail sans augmentation de salaire ni moyens adaptés, la fixation d'objectifs hors d'atteinte, le manque de reconnaissance, la compétition entre collègues au sein de l'entreprise conduisent ces travailleurs au burn-out, à l'heure où l'Assurance Maladie presse les médecins à réduire la prescription d'anti-dépresseurs et d'arrêts de travail.

Le démantèlement du code du travail sur ordonnance conduit les employés à accepter de travailler dans des conditions de plus en plus difficiles, sous la pression du chantage à l'emploi.

Pour réduire le coût du travail et augmenter les dividendes des actionnaires, la production est délocalisée dans des pays aux salaires plus bas et aux réglementations plus laxistes, et les entreprises emploient à moindre coût des travailleurs détachés.

Le gouvernement donne aujourd'hui le coup d'envoi d'une privatisation généralisée. Après Engie devrait suivre la Française des Jeux et les Aéroports de Paris. A court terme, la SNCF est également menacée. La privatisation masquée de l'Education et du système de santé fait déjà des ravages.

Il est indispensable de défendre des services publics au service de tous, des transports publics accessibles à tous.



Quand on défend ces services publics, on ne défend pas que le statut des agents, mais surtout l'accès égal à ces services sur l'ensemble du territoire pour chaque Citoyen. On lutte contre le règne de la finance et du profit qui piétine les droits humains les plus fondamentaux.

Le Capitalisme est un empire construit sur la souffrance, l'aliénation et l'exploitation du plus grand nombre afin de servir les intérêts d'une minorité. Il est urgent d'en sortir !

Mobilisez-vous dans les mouvements de contestation pour défendre vos droits ! Rejoignez-nous !

Bulletin adhésion à retourner à PCF46, 29 avenue du Maquis, 46000 CAHORS tél : 0565350395
ou à remettre à un militant de votre connaissance

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Tph :

Je souhaite rejoindre le PCF :

Venez consulter et likez la page Facebook « l'indigné du causse » proposée par Alain Digné